

F. 97 — 1055

[S - C - 29123]

23 JANVIER 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de subventionnement des maisons maternelles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;
 Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;
 Vu le décret du 21 décembre 1995 contenant le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1996, notamment l'allocation de base 41.01.18. division organique 25;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 décembre 1996;
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifiées par les lois du 8 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité de liquider dans délai, à partir du 1^{er} janvier 1996 les subventions aux Maisons maternelles;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'enfance et la promotion de la santé dans ses attributions et vu la délibération du Gouvernement en date du 20 janvier 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. La maison maternelle a pour mission d'héberger toute mère ou future mère accompagnée de son (ou de ses) enfant(s), qui est temporairement incapable de résoudre ses difficultés physiques, psychologiques ou sociales et pour laquelle un hébergement et une guidance psychosociale s'avèrent nécessaires afin de la soutenir dans l'acquisition ou la récupération de son autonomie et de son insertion ou réinsertion sociale. La maison maternelle élabore un projet pédagogique adapté au jeune enfant et à sa mère.

Art. 2. L'hébergement a une durée maximale de neuf mois sauf dérogation dont les conditions et modalités sont déterminées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 3. L'ONE fixe les capacités d'agrément des maisons maternelles.

Art. 4. La capacité maximale pour les enfants est calculée sur base de la capacité d'agrément multipliée par 1, 5.

Art. 5. Pour être agréée, une maison maternelle doit remplir les conditions suivantes :

- accueillir toute mère ou future mère en crise accompagnée de son (ou de ses) enfant(s) 24 H/24;
- disposer en permanence d'un éducateur qualifié ou d'une garde de nuit qualifiée;
- disposer d'une équipe pluridisciplinaire qualifiée dont les normes sont précisées à l'annexe 1.

Art. 6. Une maison maternelle peut organiser, après accord de l'ONE, un hébergement accompagné destiné à accueillir, après séjour en maison maternelle, toute mère ou future mère accompagnée de son (ou de ses) enfant(s) afin de la préparer à vivre en autonomie grâce à l'aide d'une équipe pluridisciplinaire qualifiée dont les normes sont précisées à l'annexe 1.

Art. 7. L'ONE intervient dans les frais d'hébergement des maisons maternelles agréées selon les taux déterminés ci-après :

1° Les maisons maternelles dont les frais de personnel afférents à l'année qui précède la liquidation de la subvention sont supérieurs à 70 % du montant total des dépenses courantes de la même année reçoivent :

a) une subvention forfaitaire journalière qui est fixée à :

- F 1 485 par mère
- F 1 079 par enfant de moins de sept ans

b) en ce qui concerne l'hébergement accompagné, le montant de la subvention forfaitaire journalière est fixée à :

- F 1 195 par mère
- F 459 par enfant de moins de sept ans

2° Les maisons maternelles dont les frais de personnel afférents à l'année qui précède la liquidation de la subvention sont inférieurs à 70 % du montant total des dépenses courantes de la même année reçoivent :

a) une subvention forfaitaire journalière qui est fixée à :

- F 1 381 par mère
- F 1 079 par enfant de moins de sept ans

b) en ce qui concerne l'hébergement accompagné, le montant de la subvention forfaitaire journalière est fixée à :

- F 1 091 par mère
- F 459 par enfant de moins de sept ans.

Art. 7bis. Lorsqu'une maison maternelle dispose d'une équipe pluridisciplinaire qualifiée répondant globalement aux normes précisées à l'annexe 1, l'ONE intervient dans ses frais d'hébergement à concurrence des taux déterminés à l'article 7.

Cette disposition transitoire est applicable du 1^{er} avril 1995 au 30 septembre 1997.

Art. 8. Les maisons maternelles qui ne remplissent pas toutes les conditions définies à l'article 5 disposent d'un délai de deux ans maximum à dater du 1^{er} avril 1995 pour s'y conformer.

En attendant la mise en conformité, l'ONE intervient dans leurs frais d'hébergement à concurrence des taux déterminés ci-après :

1° Les maisons maternelles dont les frais de personnel afférents à l'année qui précède la liquidation de la subvention sont supérieurs à 70 % du montant total des dépenses courantes de la même année reçoivent une subvention forfaitaire journalière qui est fixée à :

- F 1 381 par mère
- F 849 par enfant de moins de sept ans

2° Les maisons maternelles dont les frais de personnel afférents à l'année qui précède la liquidation de la subvention sont inférieurs à 70 % du montant total des dépenses courantes de la même année reçoivent une subvention forfaitaire journalière qui est fixée à :

- F 1 277 par mère
- F 849 par enfant de moins de sept ans.

Art. 9. L'ONE détermine les dépenses courantes et les frais de personnel dont il est question aux articles 7 et 8.

Art. 10. Les taux d'intervention de l'ONE dans les frais d'hébergement des mères et des enfants, dans les maisons maternelles, sont payés par lui, à condition qu'aucune autre subvention ne soit versée à l'institution pour un même bénéficiaire par un pouvoir public ou un organisme public.

Art. 11. Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public effectue le placement d'une mère ou d'une future mère mineure dans une maison maternelle, il intervient à concurrence des taux journaliers fixés aux articles 7 et 8.

Art. 12. Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public est dans l'impossibilité d'acquitter les taux visés aux articles 7 et 8, l'Office de la Naissance et de l'Enfance peut, dans la limite de ses crédits, supporter la différence entre l'intervention de cet organisme et lesdits taux, excepté pour les placements effectués à l'initiative de l'Administration de l'Aide à la Jeunesse.

Art. 13. La maison maternelle réclame à la mère ou à la future mère une participation financière dont le montant ne dépasse pas un tiers de ses revenus hors allocations familiales.

Art. 14. L'Office de la Naissance et de l'Enfance peut octroyer des avances sur subventions aux pouvoirs organisateurs des maisons maternelles selon des modalités fixées par lui.

Art. 15. Les interventions prévues aux articles précédents ne sont allouées que dans les limites des crédits prévus à cette fin au budget de l'ONE.

Art. 16. Le présent arrêté remplace l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 mai 1995 fixant les modalités de subventionnement des maisons maternelles.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1996 sauf l'article 7bis qui produit ses effets dès le 1^{er} avril 1995.

Art. 18. Le Ministre ayant la politique de l'enfance et de la promotion de la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 janvier 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de la Politique de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Annexe 1

NORMES PERSONNEL / STRUCTURE	CATEGORIE 1
Direction	1
Assistants sociales, infirmières ou psychologues	1 pour 8 mères
Educateurs pour mères	1 pour 4 mères

L'assistance éducative des enfants est assurée par du personnel éducateur âgé d'au moins 21 ans.

Ces éducateurs(trices) doivent être en possession au moins d'un brevet de puériculteur(trice).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de subventionnement des maisons maternelles.

La Ministre-Présidente,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 97 -- 1055

[S - C - 97/2912.3]

23 JANUARI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen aan de moedertehuizen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het decreet van 21 december 1995 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1996, inzonderheid op de basisallocatie 41.01.18, organisatie-afdeling 25;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 december 1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid de toelagen aan de moedertehuizen zonder verwijl vanaf 1 januari 1996 uit te keren;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheid het kinderbeleid en de gezondheidspromotie behoren, en gelet op de beraadslaging van de Regering op 20 januari 1997,

Besluit :

Artikel 1. Het moedertehuis heeft als opdracht huisvesting te bezorgen aan iedere moeder of aanstaande moeder samen met haar kind(eren) die tijdelijk niet opgewassen is tegen haar fysieke, psychologische of sociale moeilijkheden en voor wie een opnemings- en een psycho-sociale begeleiding noodzakelijk blijken om haar bij te staan in het verwerven of het terugwinnen van haar autonomie en haar sociale integratie of sociale reïntegratie. Het moedertehuis stelt een pedagogisch project op dat aangepast is aan het jonge kind en aan zijn moeder.

Art. 2. De maximale duur van de huisvesting belooft negen maanden behoudens afwijking waarvan de voorwaarden en de modaliteiten door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" worden bepaald.

Art. 3. De "ONE" bepaalt de erkenningscapaciteiten van de moedertehuizen.

Art. 4. De maximale capaciteit voor de kinderen wordt berekend op basis van de erkenningscapaciteit, vermenigvuldigd met 1,5.

Art. 5. Om erkend te worden, moet een moedertehuis aan volgende voorwaarden voldoen :

— aan iedere moeder of aanstaande moeder in crisistoestand samen met haar kind(eren) 24 u/24 huisvesting bezorgen;

— doorlopend een geschoold opvoeder of een geschoold nachtbewaakster ter beschikking hebben;

— over een geschoolde pluridisciplinaire ploeg beschikken waarvan de normen in bijlage 1 nader bepaald worden.

Art. 6. Een moedertehuis kan, na toestemming van de "ONE", onder begeleiding huisvesting bezorgen om, na een verblijf in een moedertehuis, iedere moeder of aanstaande moeder samen met haar kind(eren) op te vangen ten einde haar voor te bereiden op het leiden van een autonoom leven in medewerking met een geschoolde pluridisciplinaire ploeg waarvan de normen in bijlage 1 nader bepaald worden.

Art. 7. De "ONE" komt, ten belope van de hierna bepaalde bedragen, tegemoet in de huisvestingskosten van de erkende moedertehuizen :

1° De moedertehuizen waarvan de personeelskosten met betrekking tot het jaar dat aan de uitbetaling van de toelage voorafgaat, hoger zijn dan 70 % van het totaal bedrag van de lopende uitgaven van hetzelfde jaar, ontvangen :

a) een dagelijkse forfaitaire toelage die vastgesteld wordt op :

— F 1 485 per moeder

— F 1 079 per kind van minder dan zeven jaar.

b) wat de begeleide huisvesting betreft, wordt het bedrag van de dagelijkse forfaitaire toelage vastgesteld op :

— F 1 195 per moeder

— F 459 per kind van minder dan zeven jaar.

2° De moedertehuizen waarvan de personeelskosten met betrekking tot het jaar dat aan de uitbetaling van de toelage voorafgaat, lager zijn dan 70 % van het totaal bedrag van de lopende uitgaven van hetzelfde jaar, ontvangen :

a) een dagelijkse forfaitaire toelage die vastgesteld wordt op :

— F 1 381 per moeder

— F 1 079 per kind van minder dan zeven jaar.

b) wat de begeleide huisvesting betreft, wordt het bedrag van de dagelijkse forfaitaire toelage vastgesteld op :

— F 1 091 per moeder

— F 459 per kind van minder dan zeven jaar.

Art. 7bis. Wanneer een moedertehuis over een geschoolde pluridisciplinaire ploeg beschikt die globaal beantwoordt aan de in bijlage 1 nader bepaalde normen, komt de ONE tegemoet in de huisvestingskosten ten belope van de in artikel 7 bepaalde bedragen.

Deze overgangsbepaling is van toepassing van 1 april 1995 tot 30 september 1997.

Art. 8. De moedertehuizen die niet aan alle in artikel 5 bepaalde voorwaarden beantwoorden, hebben ten hoogste twee jaar tijd te rekenen vanaf 1 april 1995 om de nodige schikkingen te treffen.

In afwachting komt de "ONE" tegemoet in de kosten voor de huisvesting ten belope van de hierna bepaalde bedragen :

1° De moedertehuizen waarvan de personeelskosten met betrekking tot het jaar dat aan de uitbetaling van de toelage voorafgaat, hoger zijn dan 70 % van het totaal bedrag van de lopende uitgaven van hetzelfde jaar, ontvangen een dagelijkse forfaitaire toelage die vastgesteld wordt op :

— F 1 381 per moeder

— F 849 per kind van minder dan zeven jaar.

2° De moedertehuizen waarvan de personeelskosten met betrekking tot het jaar dat aan de uitbetaling van de toelage voorafgaat, lager zijn dan 70 % van het totaal bedrag van de lopende uitgaven van hetzelfde jaar, ontvangen een dagelijkse forfaitaire toelage die vastgesteld wordt op :

— F 1 277 per moeder

— F 849 per kind van minder dan zeven jaar.

Art. 9. De "ONE" bepaalt de lopende uitgaven en de personeelskosten bedoeld in de artikelen 7 en 8.

Art. 10. De bedragen van de tegemoetkoming van de "ONE" in de huisvestingskosten van de moeders en kinderen in moederhuizen worden door de "ONE" uitbetaald op voorwaarde dat geen andere toelage aan deze instelling voor eenzelfde begunstigde door een overheidsbestuur of een openbare instelling wordt gestort.

Art. 11. Wanneer een overheidsbestuur of een openbare instelling een plaatsing van een moeder of een minderjarige aanstaande moeder in een moederhuis verricht, komt het (ze) tegemoet ten belope van de dagelijkse bedragen vastgesteld in de artikelen 7 en 8.

Art. 12. Wanneer een overheidsbestuur of een openbare instelling in de onmogelijkheid verkeert de in de artikelen 7 en 8 bedoelde bedragen uit te betalen, kan de "Office de la Naissance et de l'Enfance", binnen de perken van zijn kredieten, het verschil dragen tussen de tegemoetkoming van die instelling en de voornoemde bedragen, behalve voor de plaatsingen die op initiatief van het Bestuur voor Hulpverlening aan de Jeugd worden verricht.

Art. 13. Het moederhuis vraagt aan de moeder of aan de aanstaande moeder een financiële bijdrage, waarvan het bedrag niet hoger is dan een derde van haar inkomsten, de kinderbijslag niet inbegrepen.

Art. 14. De "Office de la Naissance et de l'Enfance" kan aan de inrichtende machten van moederhuizen voorschotten op toelagen toekennen volgens door hem nader te bepalen regels.

Art. 15. De in de vorige artikelen bepaalde tegemoetkomingen worden slechts toegekend binnen de perken van de hiertoe op de begroting van de "O.N.E." uitgetrokken kredieten.

Art. 16. Dit besluit vervangt het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1995 tot bepaling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen aan moederhuizen.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1996, met uitzondering van artikel 7bis, dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 1995.

Art. 18. De Minister tot wiens bevoegdheid het kinderbeleid en de gezondheidspromotie behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 januari 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Kinderbeleid en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 1

PERSONEELSNORMEN / STRUCTUUR	CATEGORIE 1
Directie	1
Maatschappelijke assistenten, verpleegsters of psychologen	1 voor 8 moeders
Opvoeders voor moeders	1 voor 4 moeders

De bijstand inzake opvoeding aan kinderen wordt verleend door opvoedingspersoneel van ten minste 21 jaar. Deze opvoeders (opvoedsters) moeten houder zijn van ten minste een brevet van kinderverzorger (kinderverzorger).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen aan de moederhuizen.

De Minister-Voorzitter,
Mevr. L. ONKELINX

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

[S - C - 97/14025]

16 JANVIER 1997. — Arrêté royal déclarant d'utilité publique la prise de possession immédiate d'une parcelle, située sur le territoire de la commune de Halanzy

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de fer belges, notamment l'article 1bis, remplacé par la loi du 21 mars 1991;

Vu la loi du 26 juillet 1962, modifiée par la loi du 7 juillet 1978 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes, notamment l'article 5;

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

[S - C - 97/14025]

16 JANUARI 1997. — Koninklijk besluit waarbij de onmiddellijke, inbezitting van een perceel, gelegen op het grondgebied van de gemeente Halanzy van algemeen nut wordt verklaard

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 juli 1926 houdende oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen inzonderheid op artikel 1bis, vervangen door de wet van 21 maart 1991;

Gelet op de wet van 26 juli 1962 gewijzigd bij de wet van 7 juli 1978 betreffende de onteigeningen ten algemene nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen, inzonderheid op artikel 5;